

# Politique sécuritaire : des mesures exceptionnelles pour un État d'exception ?

jeudi 12 février 2015, par [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 12 février 2015).

Après les attentats des 7 et 9 janvier, le climat politico social a changé en France : la guerre aux « terroristes » fait rage. Le vocabulaire a son importance et le premier ministre a su le choisir avec soin : face à « l'ennemi intérieur » il parle de « neutraliser » les groupes terroristes et de « déradicaliser » les islamistes ! La guerre donc avec ses mots et ses maux.

## **D'abord des mesures policières et militaires immédiates**

Sous prétexte de protéger la population des risques d'attentats, le plan vigipirate « alerte attentat », pour le moment appliqué en région parisienne et dans les Alpes maritimes, restreint de manière drastique nos libertés individuelles : interdiction des grands rassemblements, stationnements interdits devant les écoles et certains édifices publics, contrôles et patrouilles renforcés aux abords des zones sensibles. Cette dernière possibilité ouverte par « l'alerte attentat » stigmatise encore un peu plus les habitants des quartiers populaires... Combien de fois encore et encore les jeunes dits « des quartiers » devront ils montrer leurs papiers, prouver leur identité ?

Pour réaliser ce plan vigipirate, un réel quadrillage militaire du territoire est organisé : 10 000 soldats supplémentaires occupent l'espace public, notamment pour la protection des 717 écoles et lieux de culte juif, autour de certaines mosquées, dans les gares, les aéroports, autour des ZUS...soit, selon les chiffres de Manuel Valls, 122 000 personnels militaires sur la voie publique. La guerre, donc !

## **...ainsi qu'une justice dite de flagrance, sans réelle instruction**

Plusieurs dizaines de personnes ont été placées en garde à vue pour des propos imbéciles, qualifiés « d'apologie publique d'actes de terrorisme ». Souvent proférés par des adolescents, des ivrognes ou des personnes atteintes de troubles psychiques. Ils ont tous été jugés en comparution immédiate et ont souvent été condamnés à des peines de prison ferme entre 3 mois et 4 ans. Ces sanctions pénales lourdes, pour l'exemple, punissent des personnes qui auraient besoin pour les plus jeunes d'éducation et pour une partie des autres de soins. Cette politique judiciaire de circonstance, sans le temps de l'instruction est mauvaise : embastiller alors que l'on sait que la prison renforce les fragilités est inconséquent et ne fait que stigmatiser et éventuellement radicaliser certaines personnes. Et de plus c'est complètement inutile en terme de protection d'actes réellement dangereux : les vrais terroristes sont prudents et discrets et ne se risquent pas à tenir des propos déplacés dans les lieux publics....

## **Des projets inquiétants**

Les mesures annoncées par Valls en conseil de ministres une semaine après les tueries relèvent toutes de l'ordre sécuritaire.

Une série de mesures concerne le renseignement : un nouveau fichier spécifique sur les personnes

condamnées pour terrorisme est créé. Ceci doit servir à leur imposer de justifier de leur domiciliation régulièrement et de prévenir de leurs déplacements. Cette mesure n'est pas limitée dans le temps, ce qui signifie que les condamnés le sont à vie. Dans un premier temps, 432 emplois supplémentaires sont créés à la DGSI, 700 autres sont annoncés.

Dans les prisons, des zones spéciales, dont le projet a déjà été validé en conseil des ministres, seront créées pour les détenus radicalisés avant la fin de l'année 2015 pour mettre en place des programmes de déradicalisation. 152 détenus seraient identifiés islamistes radicaux. Alors que les prisons sont des lieux de ressentiment très profond, tout traitement aggravant des conditions déjà difficiles conduit à toujours plus de radicalisation.

A la Protection Judiciaire de la Jeunesse, une unité de renseignement devrait être créée. Transformer des éducateurs en agents de renseignement est une très mauvaise nouvelle, cela cassera la confiance entre adolescents en grande difficulté et professionnels. C'est remplacer une justice des mineurs basée sur l'éducation qui n'exclut pas la sanction par la surveillance et le renseignement qui exclut l'éducation. C'est renvoyer des mineurs en danger et / ou petits délinquants à leur solitude et à leur dérive.

### **Et c'est pas fini !**

Une nouvelle loi sur le renseignement va être soumise au parlement en mars. Elle s'inscrit dans une logique militaire de surveillance des individus. Déjà un décret datant de 2006 autorise la conservation pendant un an des données des communications électroniques par les fournisseurs d'accès à internet. Cela concerne les coordonnées de l'utilisateur et du destinataire, le type d'équipement informatique, la date, l'heure et la durée de la communication. Cette conservation des communications privées est interdite dans de nombreux pays dont l'Allemagne qui la juge anti constitutionnelle et ne respectant pas le droit à l'intimité des personnes. La loi de sécurité intérieure (Loppsi 2, en 2011) va permettre en cas de procédure judiciaire à un juge et sans le consentement des personnes d'avoir accès à ces données. Aujourd'hui, la loi de programmation militaire et sur les métadonnées de 2013 permet à une administration (services de police, fics...) sans avoir à passer par une décision judiciaire d'avoir accès à ces données.

La loi en préparation devrait s'attacher particulièrement aux métadonnées. C'est à dire aux informations suivantes : qui appelle qui, qui utilise tel ou tel réseau, et d'où. Cela vise une géolocalisation quasi absolue de nos faits et gestes, déplacements, liens familiaux, sociaux.... de notre rythme de vie. C'est ce qu'on appelle « le profilage absolu ». Comme souvent en la matière ce sont les États Unis qui utilisent le plus et le mieux ces méthodes de renseignement, cela leur permet, entre autres, le ciblage précis à l'aide de drones des personnes qu'ils souhaitent éliminer et sur lesquels ils ont une connaissance absolue de leur vie.

Nous devons plus que jamais être vigilant ensemble, nous opposer à ce fichage généralisé et refuser cet État de plus en plus policier.

**Roseline Vachetta**

---